Montreuil , le 02/07/2019

Pour l'abandon de la déconcentration de proximité : Alertons les élu.es et les médias, généralisons partout la mobilisation pour réunir les conditions d'une grève massive et dans la durée !

Par courrier du 21 mai, François Baroin, Président de l'association des maires de France (AMF) et des présidents d'intercommunalité a interpellé le Ministre Darmanin sur la suppression continue des trésoreries.

Et pourtant, la ligne politique défendue par M. Baroin est celle qui a aussi mis en œuvre sans complexe par le passé le recul des services publics. Mais aujourd'hui, même certains acteurs zélés du capitalisme ne peuvent plus publiquement cautionner cette attaque frontale du gouvernement contre les territoires, les transferts de charges financières de l'État vers les collectivités territoriales, avec la DGFIP dans l'œil du cyclone.

L'AMF demande ainsi l'arrêt immédiat des fermetures de trésoreries et des services de proximité.

La lettre du Président de l'association des maires de France et des présidents d'intercommunalité :

«Monsieur le Ministre,

L'AMF est alertée par la suppression continue des trésoreries et d'un service public de proximilé pour les collectivités locales mais aussi pour les citoyens.

Cette mesure oblige désormais les exécutifs locaux des territoires ruraux notamment à parcourir plusieurs kilomètres pour déposer leurs fonds à la trésorerie la plus proche. Pour éviter de tels déplacements, il est indiqué aux collectivités qu'elles ont la possibilité de remplacer toutes les modalités actuelles de règlements en numéraire par des systèmes de règlements dématérialisés. Toutefois, il convient de rappeler que la mise en place de règlements dématérialisés génère des coûts importants en cette période de d'encadrement budgétaire. Par ailleurs, nombre de règlements continueront malgré tout d'être réalisés en espèces, jusqu'à trois cents euros les usagers restant encore libre du choix des modalités de leurs règlements dans leur utilisation du service public. C'est le cas par exemple des stations de ski, des cantines scolaires, des piscines, etc. dont les régies sont contraintes d'accepter les règlements en numéraire.

Cette mesure fait courir un risque en matière d'ordre et de sécurité publique puisque c'est le maire ou le régisseur qui transportent les fonds en voiture, parcourant ainsi des dizaines de kilomètres avec des fonds conséquents. D'autres collectivités ont dû recourir à des sociétés spécialisées de transport de fonds, l'économie réalisée par l'État se soldant là encore par une nouvelle dépense locale.

Il aurait été en effet judicieux de consulter les élus concernés afin de déterminer quels étaient les comptables à déplacer ou non afin de préserver les deniers publics. Si l'État réduit ses coûts en réorganisant son réseau de comptables il transfère aussi le coût de sa mesure sur les budgets locaux. Ce transfert de charges contrevient aux objectifs affichés de développement de la décentralisation et de rapprochement des services de l'État des territoires.

Dans le contexte actuel de forte demande de service publics et de proximité, l'AMF demande l'arrêt immédiat des fermetures.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération».

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ✆ : 01.55.82.80.80 - 🖷 : 01.48.70.71.63
: @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) : @ cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)

Des motions d'associations de maires, des délibérations de communes et communautés de communes, d'agglomérations, etc, fleurissent un peu partout sur le territoire pour dénoncer les fermetures de trésoreries et, plus largement, le recul des services de proximité de pleine compétence de la DGFIP.

Les agents de certains départements ont pu s'appuyer sur la journée de grève CGT Finances Publiques et Fonction Publique d'État du 27 juin comme, par exemple, en Charentes (58 % de grévistes) ou dans le Rhône (37 % de grévistes). Le 25 juin, 40 % des agents du département de la Loire étaient en grève. La liste n'est pas exhaustive, suivant les départements des actions sous diverses formes sont organisées, y compris par la grève.

LE MÉCONTENTEMENT DES AGENTS EST BIEN RÉEL.
LA RÉSISTANCE, DANS L'UNITÉ LA PLUS LARGE POSSIBLE, NE DEMANDE QU'À S'AMPLIFIER !

ALORS NE LÂCHONS RIEN !

- **Partout interpellons les élu-es pour dénoncer la casse de la DGFIP et défendre nos missions.**
- **Multiplions les actions de communication, gagnons la bataille des idées.**
- **Dans le prolongement de l'intersyndicale nationale Solidaires, CGT, FO, CFDT, réunissons les agents pour généraliser les actions et réunir les conditions d'une grève massive, capable de s'inscrire dans la durée pour imposer l'abandon de la déconcentration de proximité et faire avancer les revendications légitimes des agents !**

SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex
www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr ✆ : 01.55.82.80.80 - 🖷 : 01.48.70.71.63
: @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) : @ cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)